

Débat d'Orientation Budgétaire 2017

Mercredi 1^{er} mars 2017
Conseil Municipal



Ville de
**CESSEON
SÉVIGNÉ**

Introduction : Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

Loi du 6 février 1992 et loi NOTRe du 7 août 2015 - Art 11 et 12, Art L2312-1 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) :

- Le DOB est obligatoire et doit avoir lieu au Conseil Municipal dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif par l'Assemblée délibérante.**
- Le DOB porte sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, la structure de la dette, les dépenses et les effectifs, qui seront présentés au vote en Conseil Municipal du 29 mars 2017.**
- Le Conseil Municipal prend acte du débat du DOB par un vote**
- Le rapport du DOB est transmis au président de Rennes Métropole (sous 15 jours)**
- Le rapport du DOB est mis à la disposition du public (sous 15 jours) et mis en ligne sur le site de la ville (dans un délai d'un mois).**

Sommaire

1) Contexte national

2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

3) Politique de la majorité municipale

4) Bilan 2016

5) DOB 2017

6) Budget section de fonctionnement 2008 - 2017

7) Budget section d'investissement 2008 - 2017

8) Prospective 2017 - 2020

9) Conclusion



1) Contexte national

- **La Loi de finances 2017 :**
 - **Réduction de moitié de la baisse des dotations de l'Etat :
Soit 1 milliard au lieu de 2 milliards pour les communes**
 - **La réforme complète de la DGF* fera l'objet d'un texte de loi spécifique en 2017 pour application en 2018**
- ***DGF : Dotation Globale de Fonctionnement**

1) Contexte national

Le contexte financier des collectivités territoriales :

Croissance des dépenses liées aux contraintes normatives imposées par l'Etat :

Réforme des rythmes scolaires

Augmentation des charges de personnel (Revalorisation du point d'indice, réforme grilles indiciaires PCCR et RIFFSEP)

Cartes d'identité numériques

Changements de prénoms + Pactes civils de solidarités (PACS)

Surveillance de la qualité de l'air des locaux recevant des enfants

Sécurité des établissements (Etat d'urgence, Plan Vigipirate)

Normes accessibilité dans les bâtiments et espaces publics

1) Contexte national

Le contexte financier des collectivités territoriales :

Baisse des dotations et subventions allouées :

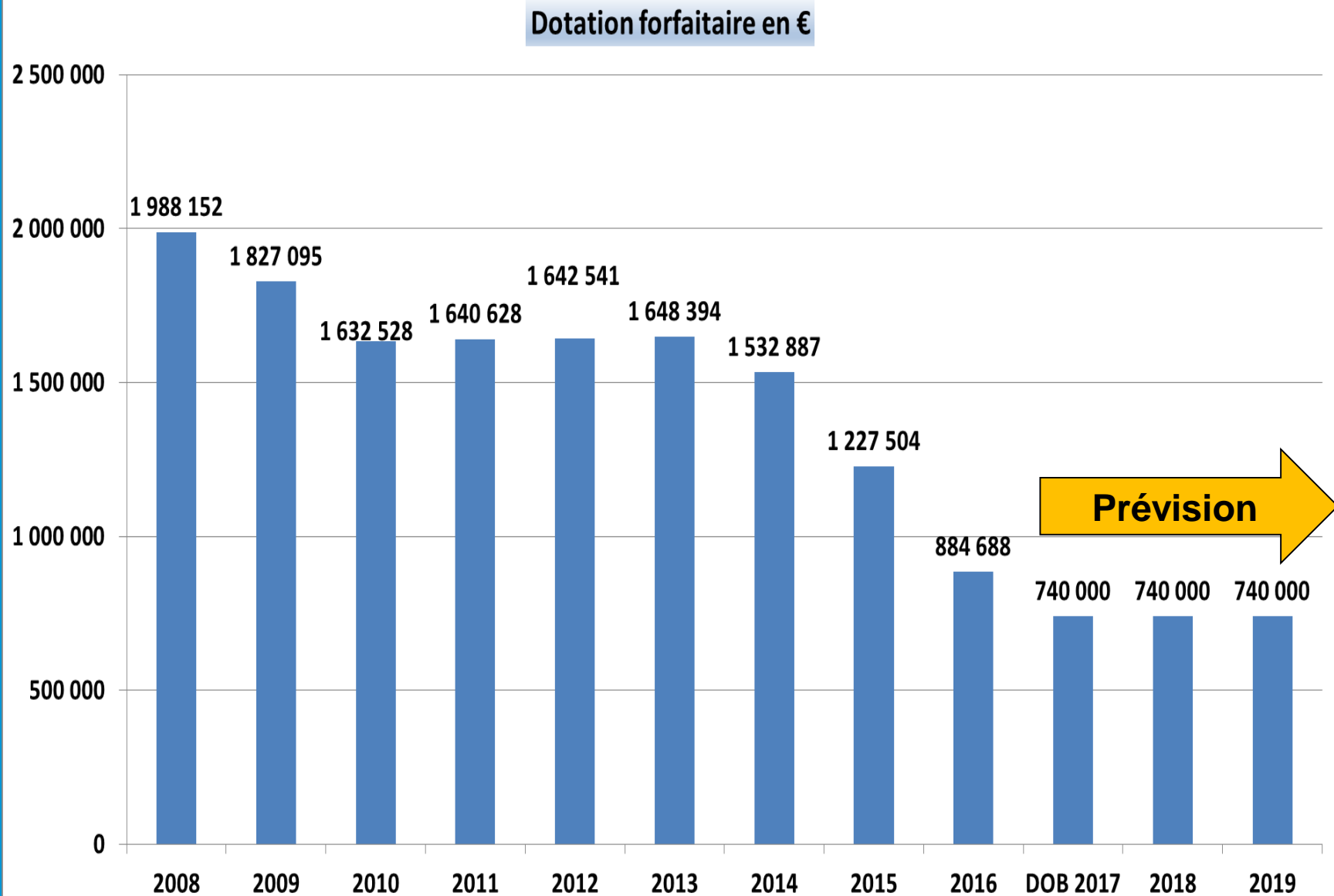
Etat : baisse de la DGF* en 2017 et incertitude pour 2018

**Incertitude sur les politiques menées après juin 2017
(Elections présidentielles et législatives)**

*Dotation Globale de Fonctionnement

2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

a) Désengagement de l'Etat : baisse de la DGF de 144 K€ en 2017



2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

b) Baisse des dotations et subventions allouées :

Conseil départemental 35 : contrat de territoire - 10 %

Rennes Métropole : changement de périmètre des conventions de gestion ZAC (Champs blancs, Coesmes) et axe Est/Ouest

**Effets loi MAPTAM (Transfert de compétences vers Rennes Métropole) :
Réduction du budget communal suite au transfert de compétence réseaux (éclairage public, lutte contre l'incendie)
Pour la voirie, transfert définitif de la compétence au 1er janvier 2017**

*Dotation Globale de Fonctionnement

2) Contexte pour la ville de Cesson-Sévigné

c) Impôts locaux (taxe d'habitation, taxes foncières-bâti et non bâti)

- **Taux communaux (votés au Conseil Municipal)**
En 2017 comme en 2015 et 2016, les taux communaux restent **inchangés**
- **Revalorisation nominale des bases fiscales nationales (votée au Parlement) : Pour 2017 : + 0,4% (TH-TF-TBNB)**

3) Politique de la Majorité municipale (Mandature 2014-2020)

Dans ce contexte

Conformément à notre programme

Dès 2014, nous avons mis en place les grandes orientations financières suivantes :



3) Politique de la Majorité municipale (Mandature 2014-2020)

- 1) Pilotage serré des recettes et dépenses de fonctionnement.**
- 2) Ne pas augmenter les taux des impôts locaux tant que l'autofinancement sera suffisant pour faire face aux investissements.**
- 3) Arbitrer des dépenses d'équipement strictement nécessaires.**
- 4) Ecarter le recours à de nouveaux emprunts (préservation du ratio de capacité de désendettement).**
- 5) Favoriser le recours aux ventes foncières en alternative aux emprunts pour financer les dépenses d'équipement.**
- 6) Réduire la voilure budgétaire durant les trois années à venir financièrement difficiles avant que les programmes fonciers de Viasilva en particulier ne permettent d'accroître les recettes fiscales de la commune.**

4) Bilan 2016 - Section de fonctionnement

				BP 2016	Réalisé 2016	Ecart BP- Réalisé 2016
Recettes réelles de fonctionnement				17 930 504	19 342 287	1 411 783
Dépenses réelles de fonctionnement				16 613 013	16 542 952	-70 061
CAF brute				1 317 491	2 799 336	1 481 845

- **Recettes très supérieures au BP 2016**
- **Dépenses inférieures au BP 2016**
- **Capacité d'autofinancement (CAF) : très supérieure au BP**
- **Poursuite du désendettement**
- RRF : total recettes de fonctionnement – opérations d'ordre – produits cessions
- DRF : total dépenses de fonctionnement – opérations d'ordre – travaux en régie
- CAF brute = RRF-DRF

4) Bilan 2016 - Section de fonctionnement

a) RECETTES de fonctionnement : (Evolution BP 2016-CA 2016)

- **Produits des services et du domaine : + 297 K€**

Recettes entrées piscine	188 000
Recettes saison culturelle	66 000
Recettes entrées golf	10 000

- **Impôts et taxes : + 957 K€ dont :**

Taxes additionnelles aux droits de mutation	454 541
Taxe sur cession terrains devenus constructibles (Exceptionnel)	310 512
Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales	98 599
Taxes locales sur la publicité extérieure (TLPE)	24 772

- **Dotations et participations : - 2,4 K€**

- **Autres produits de gestion courante : + 63 K€ :**
Estimation prudente recettes loyers pépinières au BP

4) Bilan 2016 - Section de fonctionnement

b) DEPENSES de fonctionnement : (Evolution BP 2016-CA 2016)

- Charges à caractère général : - 59,2 K€
- Charges de personnel et frais assimilés : - 67 K€
- Autres charges de gestion courante : - 14 K€
- Charges financières : + 1,9 K€
Régularisation remboursement d'intérêts

4) Bilan 2016 - Section d'investissement

a) RECETTES d'investissement : (Evolution BP 2016-CA 2016)

- Dotations, fonds divers : + 400 K€ dont :

 Taxe d'aménagement + Taxe locale d'équipement : + 420 K€

- Subventions : - 307 K€ dont :

 Amendes de police transférées à Rennes metropole : - 54,5 K€

 Restes à réaliser 2016 (reportés sur 2017) : - 218 K€

4) Bilan 2016 - Section d'investissement

b) DEPENSES d'investissement : (Evolution BP 2016 - CA 2016)

- Dépenses d'équipement : - 1 405 K€ dont :

Restes à réaliser 2016 (reportés sur 2017) : - 1 209 K€

Taux de réalisation : 74,5 %

- Désendettement : - 930 K€ entre 2015 et CA 2016

5) DOB 2017- Section de fonctionnement

- **RECETTES :**

- **Estimation prudente à la baisse des produits des services**
- **Baisse DGF**
- **Recette exceptionnelle non reconduites (taxe sur cessions terrains devenus constructibles)**
- **Augmentation de l'attribution de compensation (Quote part taxe aménagement rétrocédée par RM à la commune)**

- **DEPENSES :**

- **Charges à caractère général : hausse du prix de l'énergie et carburants en 2017, prestations cabinets consultants (QVT, recrutements, frais d'actes)**
- **Charges de personnel : hausse due à l'impact des réformes nationales et des recrutements**
- **Charges financières : poursuite du désendettement**

5) DOB 2017- Section de fonctionnement

a) RECETTES de fonctionnement : (Evolution CA 2016-DOB 2017)

- Produits des services et du domaine : - 141,3 K€

=>Prudence générale des services suite à très bonne année 2016

- Impôts et taxes : + 184 K€ dont :

Attribution de compensation	410 457
Taxes foncières et d'habitation	148 737
Taxe sur cession terrains devenus constructibles (Exceptionnel)	-310 512
Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales	-66 599

- Dotations et participations : - 1,4 K€ dont :

Dotation forfaitaire	-144 688
Participations Petite enfance + effectifs scolaires	200 000

- Autres produits de gestion courante : - 104 K€ dont :

Pépinière entreprise : - 37 K€ (location immeuble ex-gendarmerie)

Loyer autocommuteur : -10 K€

Gestion déléguée Néotoa - 46 K€ (dont 16K€ suite cession Manoir Grippé et
30 K€ qui concernaient 2015 mais encaissés sur 2016)

Locations salles : -15 k€

5) DOB 2017- Section de fonctionnement

b) DEPENSES de fonctionnement : (Evolution CA 2016-DOB 2017)

- **Charges à caractère général : + 112,8 K€ dont :**
 - Energie, carburants : + 57 K€
 - Etudes chênes Hublais : 11 K€
 - Berges Vilaines route de Paris : + 20 K€
 - RH recrutements et QVT : + 32 K€

- **Charges de personnel et frais assimilés: + 300 K€ dont :**
 - Réforme du régime indemnitaire RIFFSEP***
 - Réforme des grilles indiciaires**
 - Recrutements**

*régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

- **Autres charges de gestion courante : + 66 K€ dont :**
 - Subventions : CCAS + 31 K€, UDAF + 5 K€, crèche Calais 3 K€, tarifs dégressifs école Notre Dame + 9 K€, Cercle celtique 5 K€, Opéra +2,5 K€...**

- **Charges financières : - 24 K€**

5) DOB 2017- Section d'investissement

a) RECETTES d'investissement : (Evolution CA 2016-DOB 2017)

- Dotations, fond divers : - 291,9 K€

FCTVA	+ 300 K€
Taxe d'aménagement +Taxe locale d'équipement	- 719 K€
Fonds propres	+ 126 K€

- Subventions : - 10 K€

- Produits de cessions des immobilisations : + 6 040 K€

- Ventes foncières :

Site Ex gendarmerie	3 801 225
Terrains Rue des Buttes-Lot A	757 503
Foncier salle LNH	750 000
Ancienne Poste	510 000
Bande terrain Toyota rue de Paris	165 800
Autocommutateur place Sévigné	60 000



5) DOB 2017- Section d'investissement

b) DEPENSES d'investissement : (Evolution CA 2016-DOB 2017)

- Dépenses d'équipement : + 1 318 K€

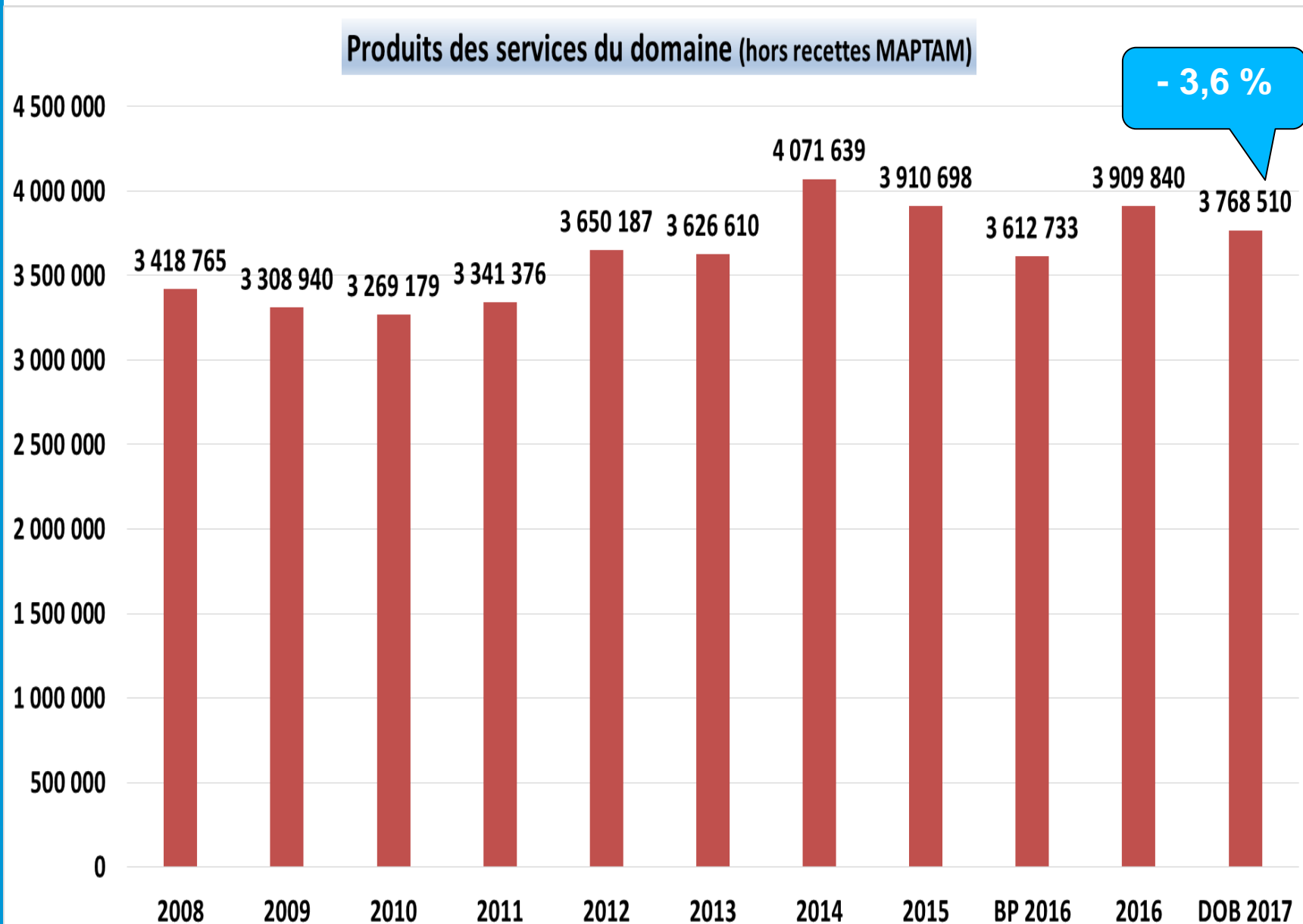
Restes à réaliser 2016 (reportés sur 2017) :	1 209 K€
Nouveaux crédits	: 4 216 K€
Total	= 5 425 K€

A noter : 4 515 K€ de crédits supplémentaires mis en réserve pour couvrir les besoins d'investissement jusqu'à la fin du mandat

- Poursuite du désendettement en capital : - 702 K€

6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

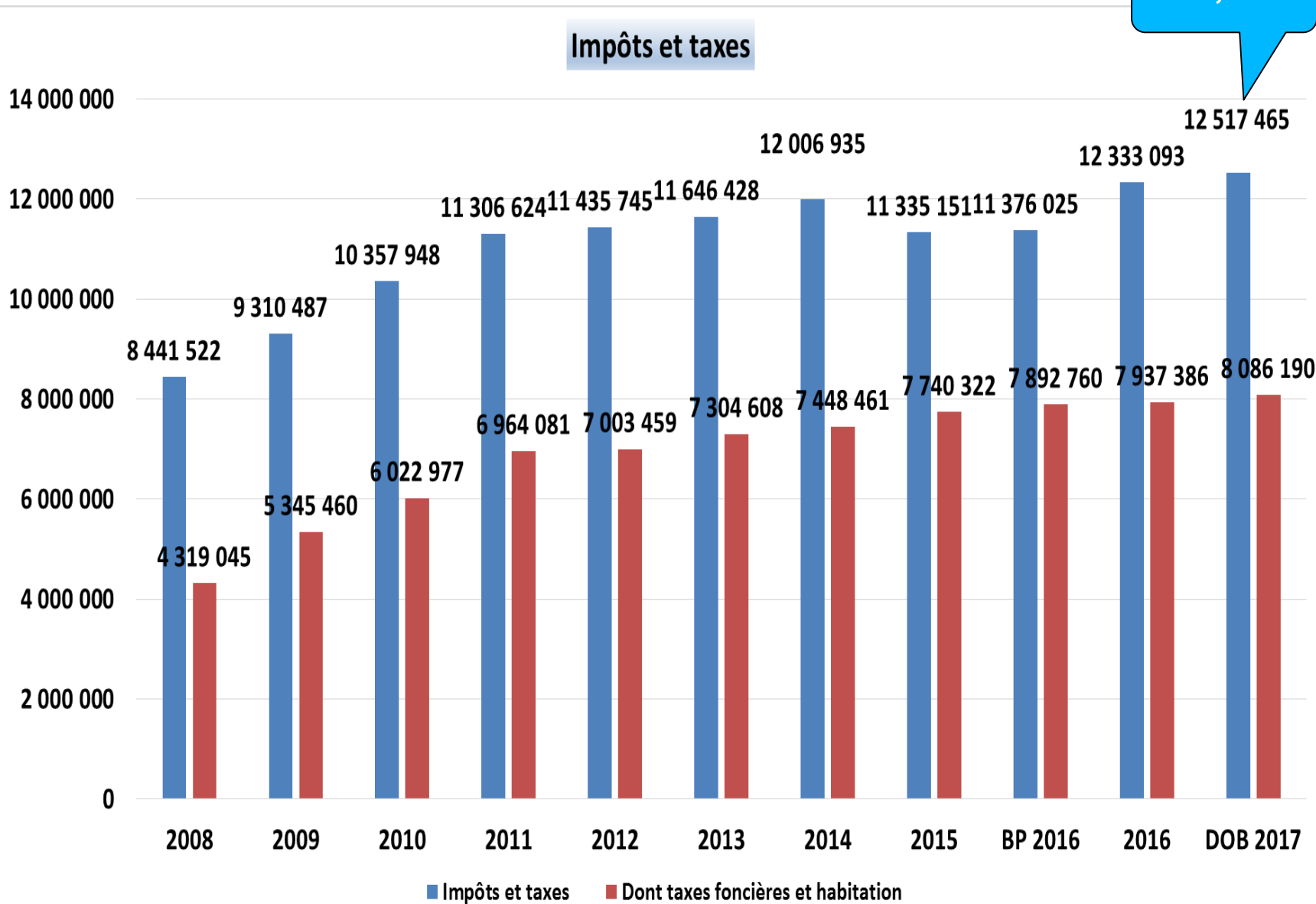
a) Recettes de fonctionnement : produits des services et du domaine



6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

a) Recettes de fonctionnement : impôts et taxes

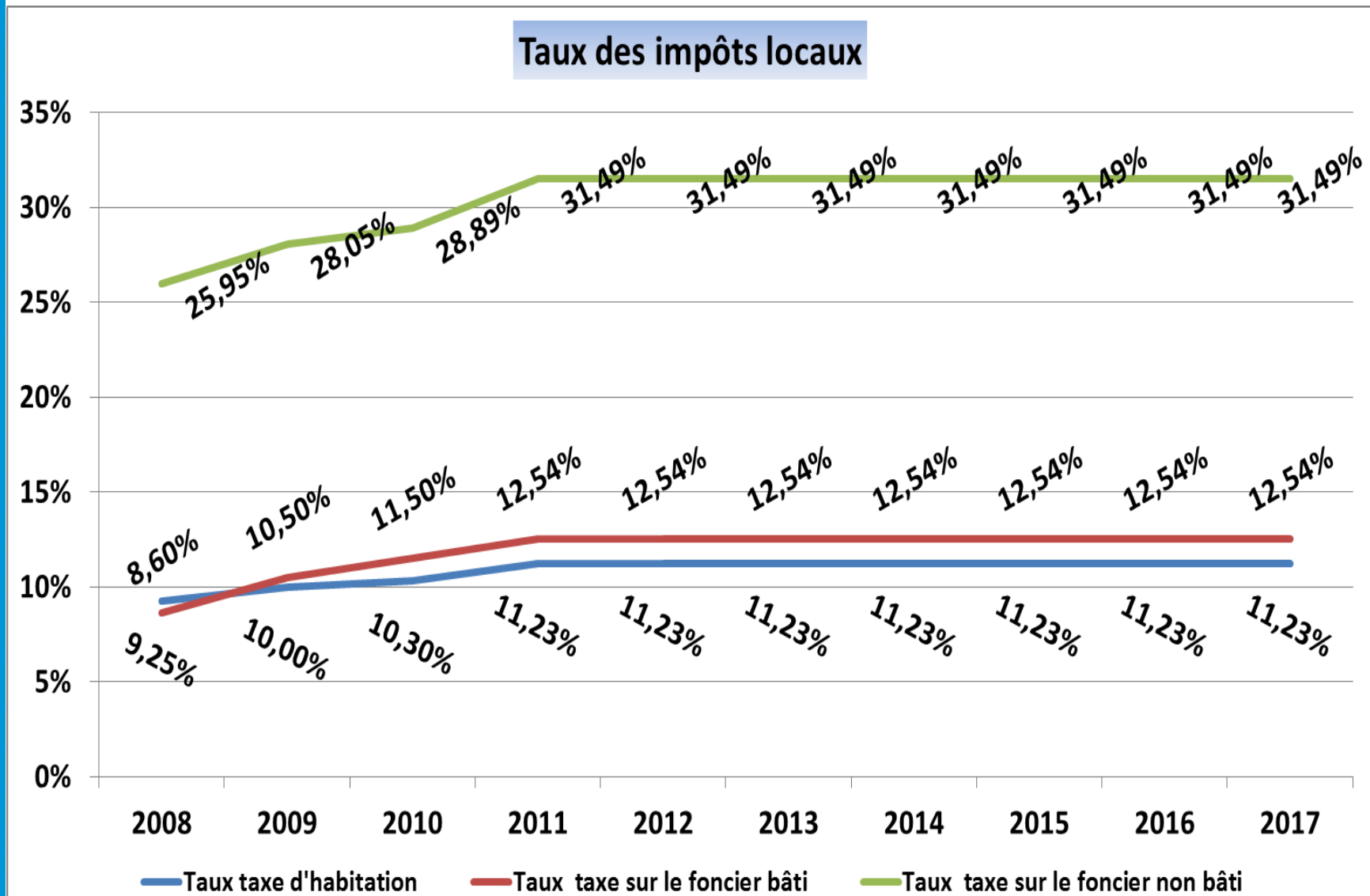
+ 1,5 %



6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

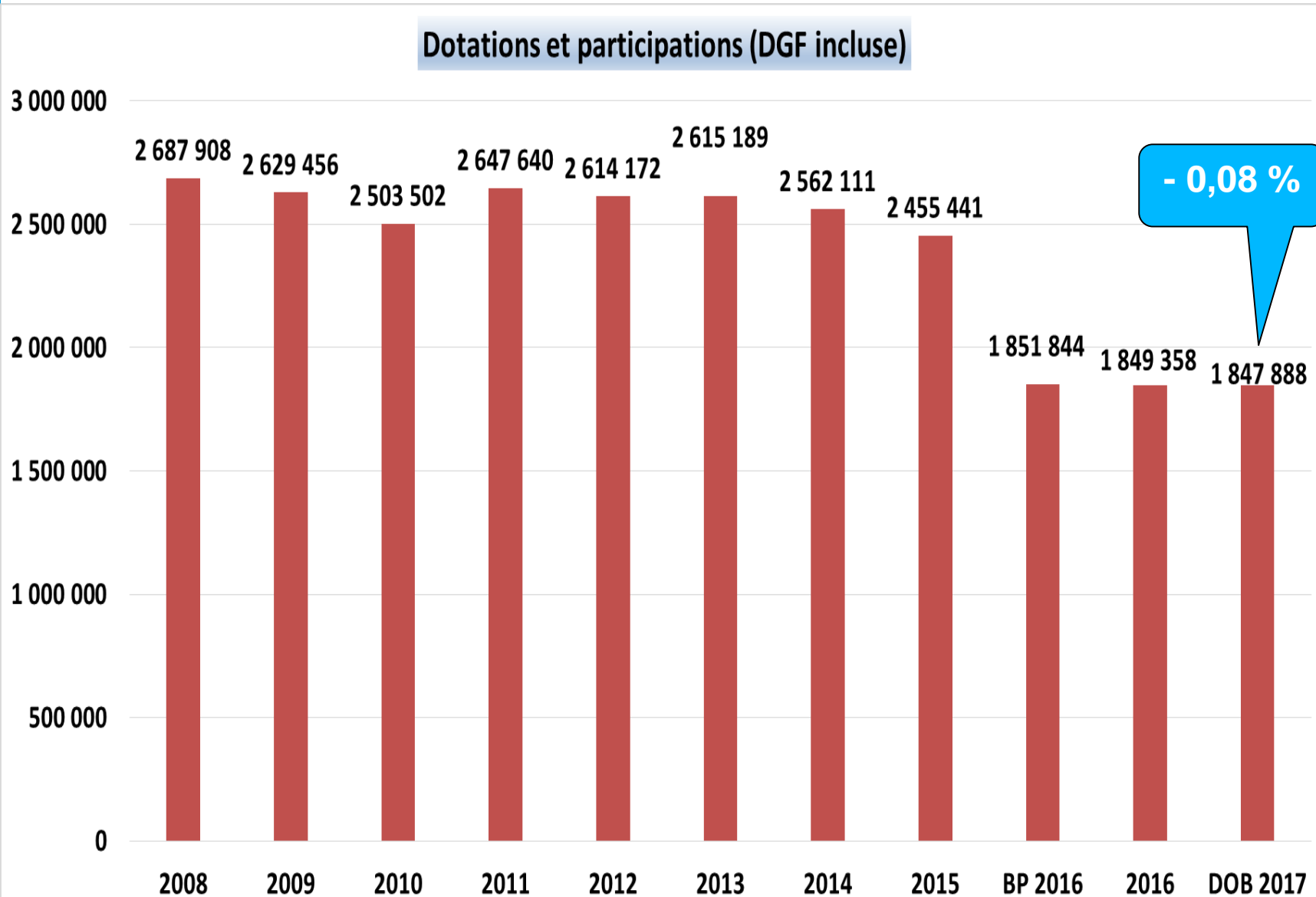
a) Recettes de fonctionnement

Taux impôts : en 2017 comme en 2016 les taux communaux resteront **inchangés**



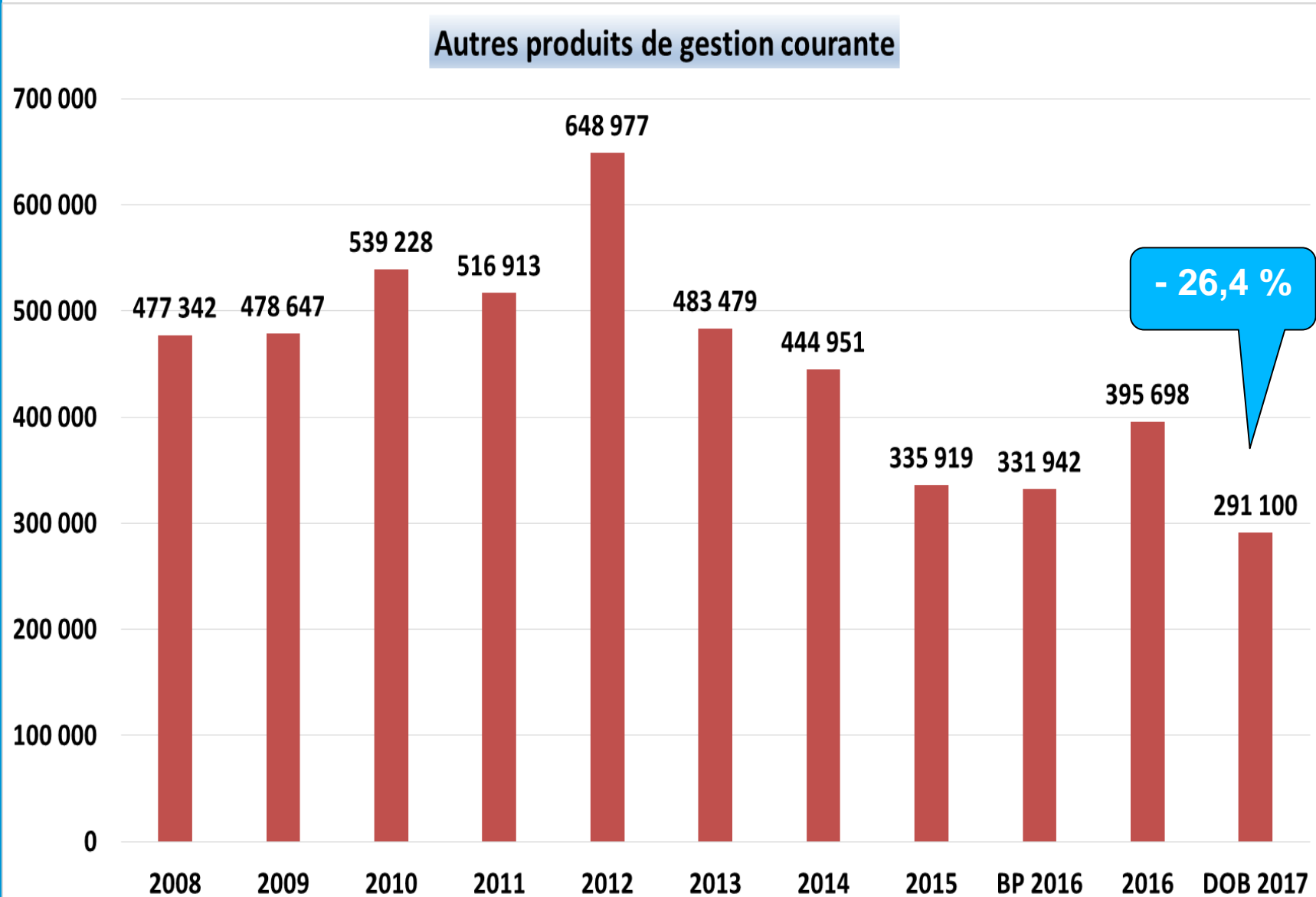
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

a) Recettes de fonctionnement – Dotations et participations



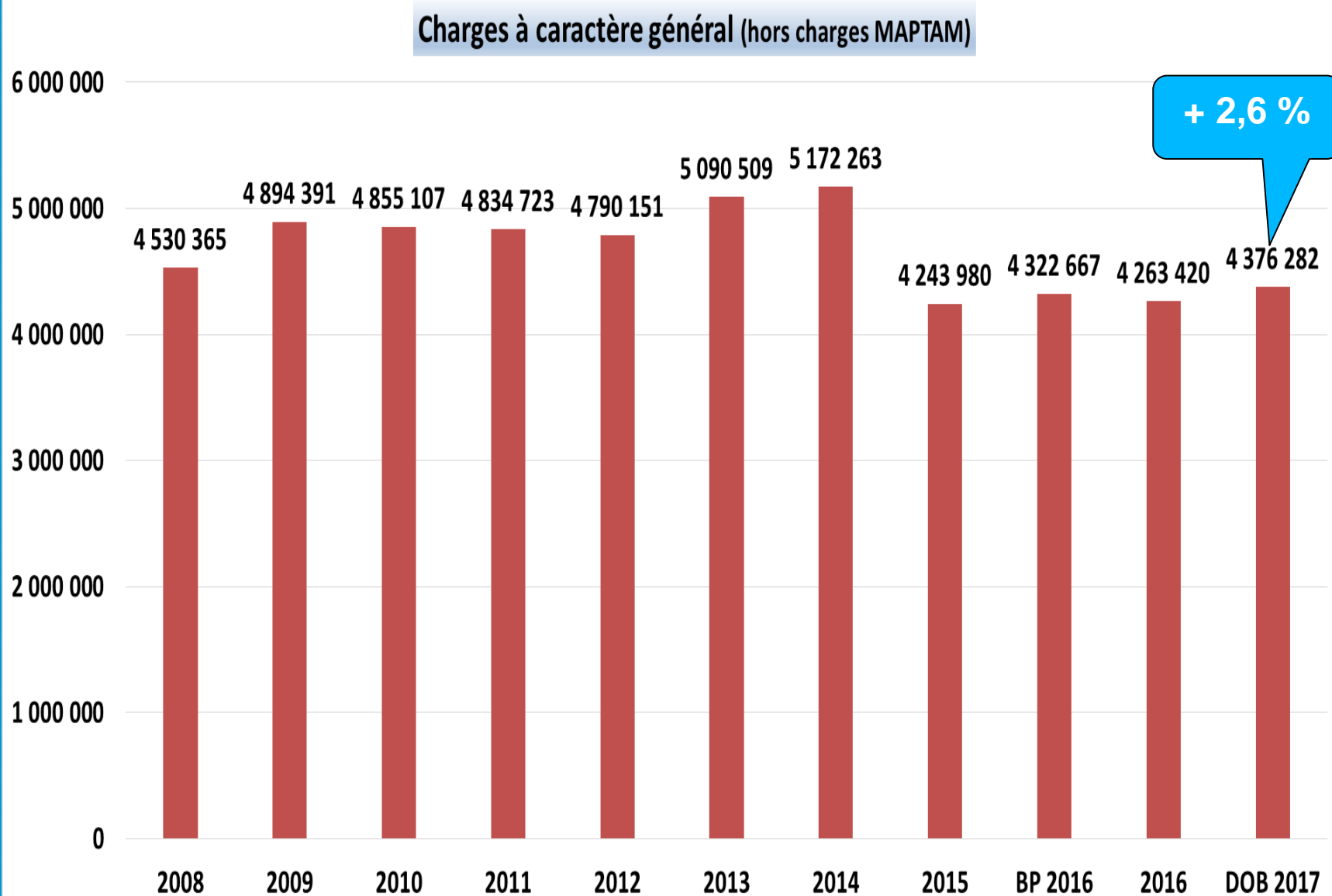
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

a) Recettes de fonctionnement : autres produits de gestion courante



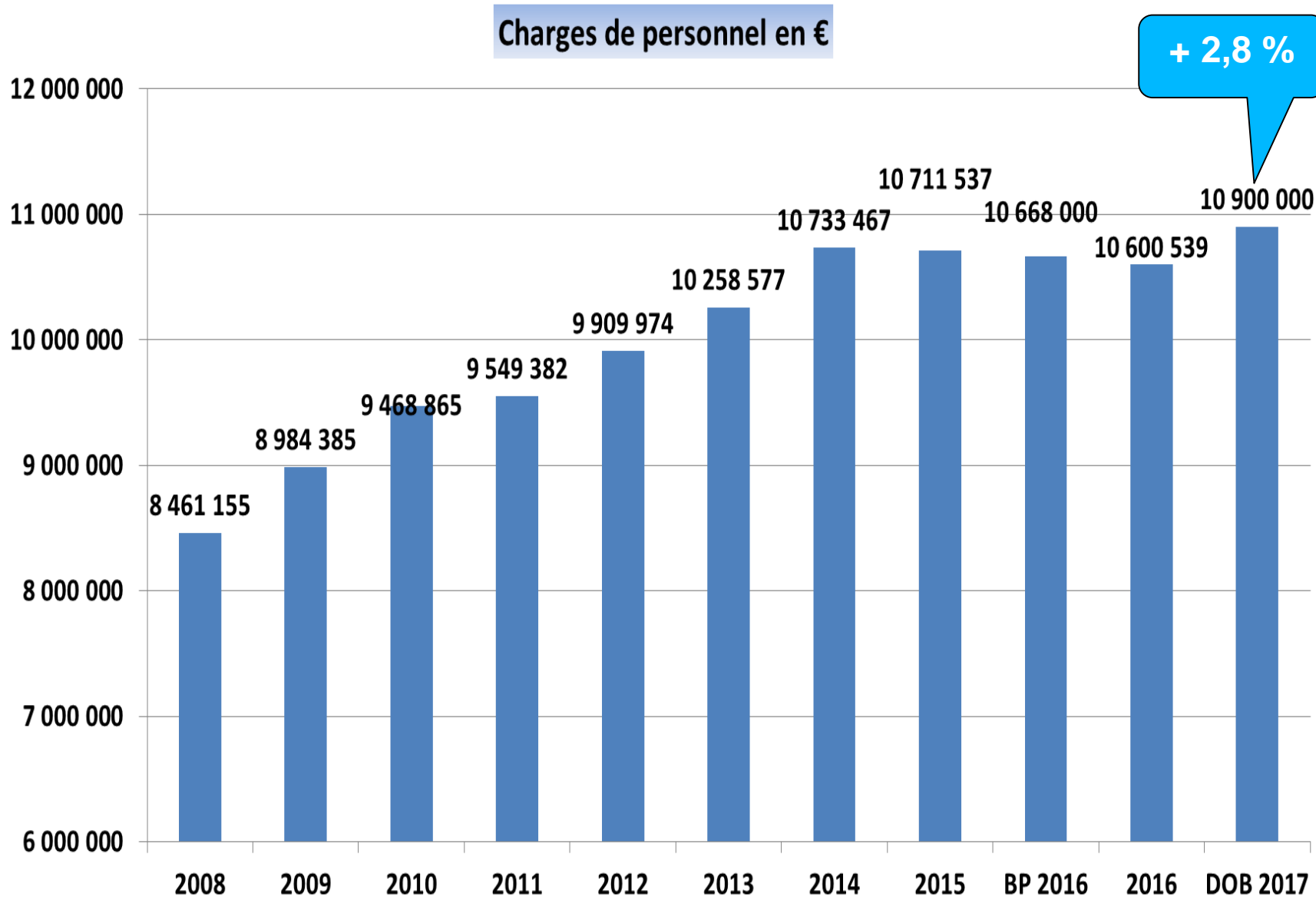
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

b) Dépenses de fonctionnement : charges à caractère général



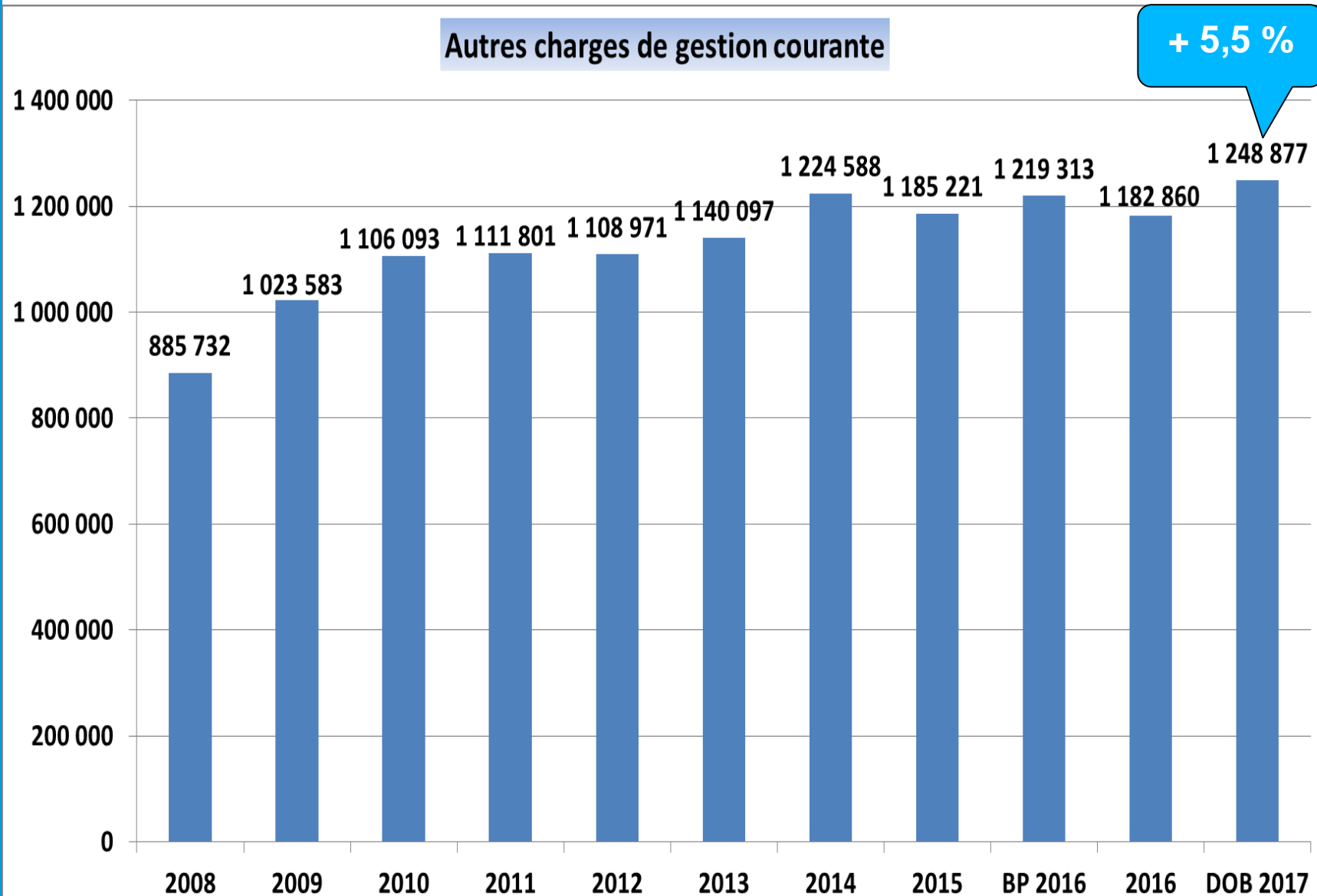
6) Budget - Section de fonctionnement - 2008 à 2017

b) Dépenses de fonctionnement : charges de personnel-Hors MAPTAM



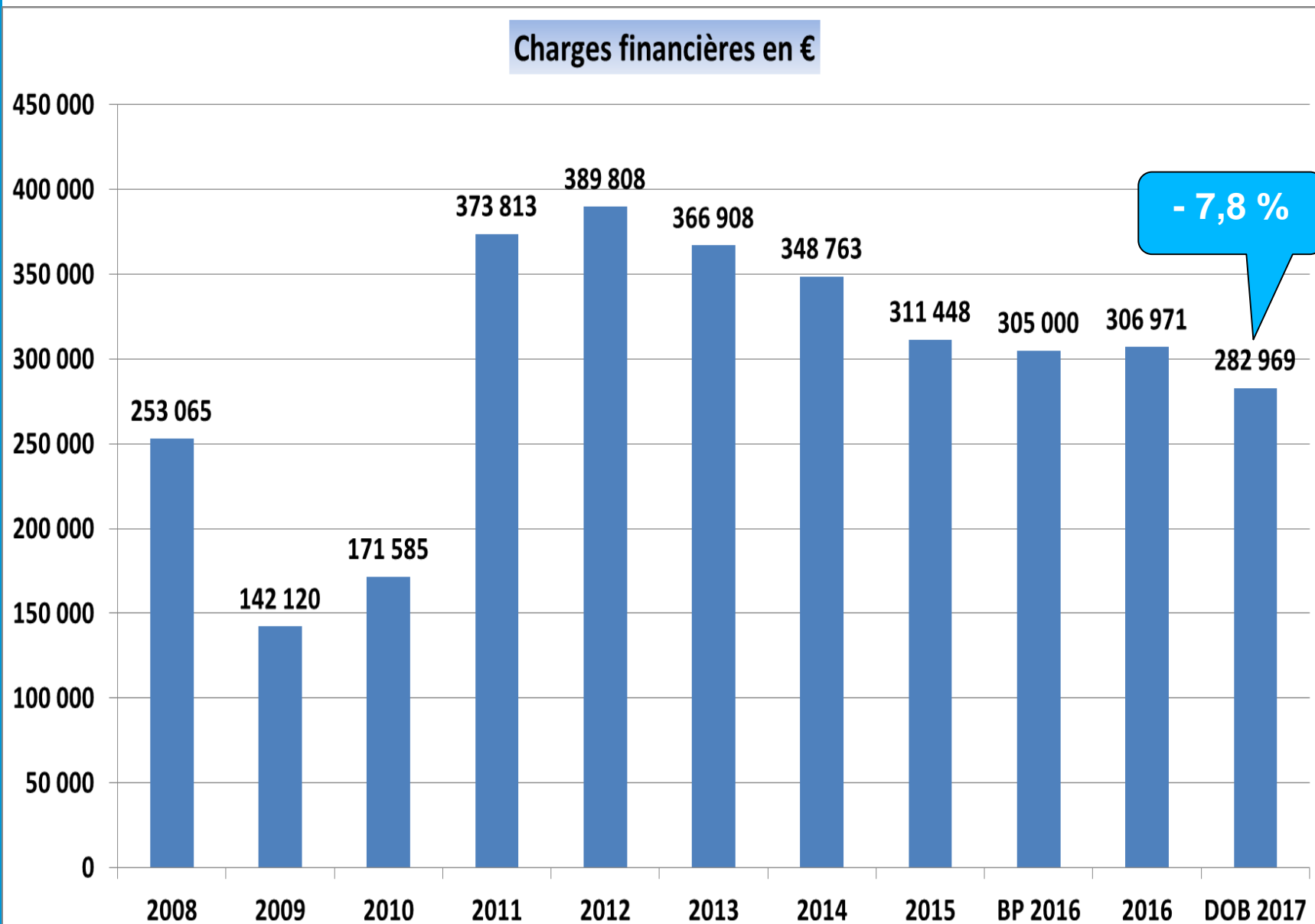
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

b) Dépenses de fonctionnement : autres charges de gestion courante



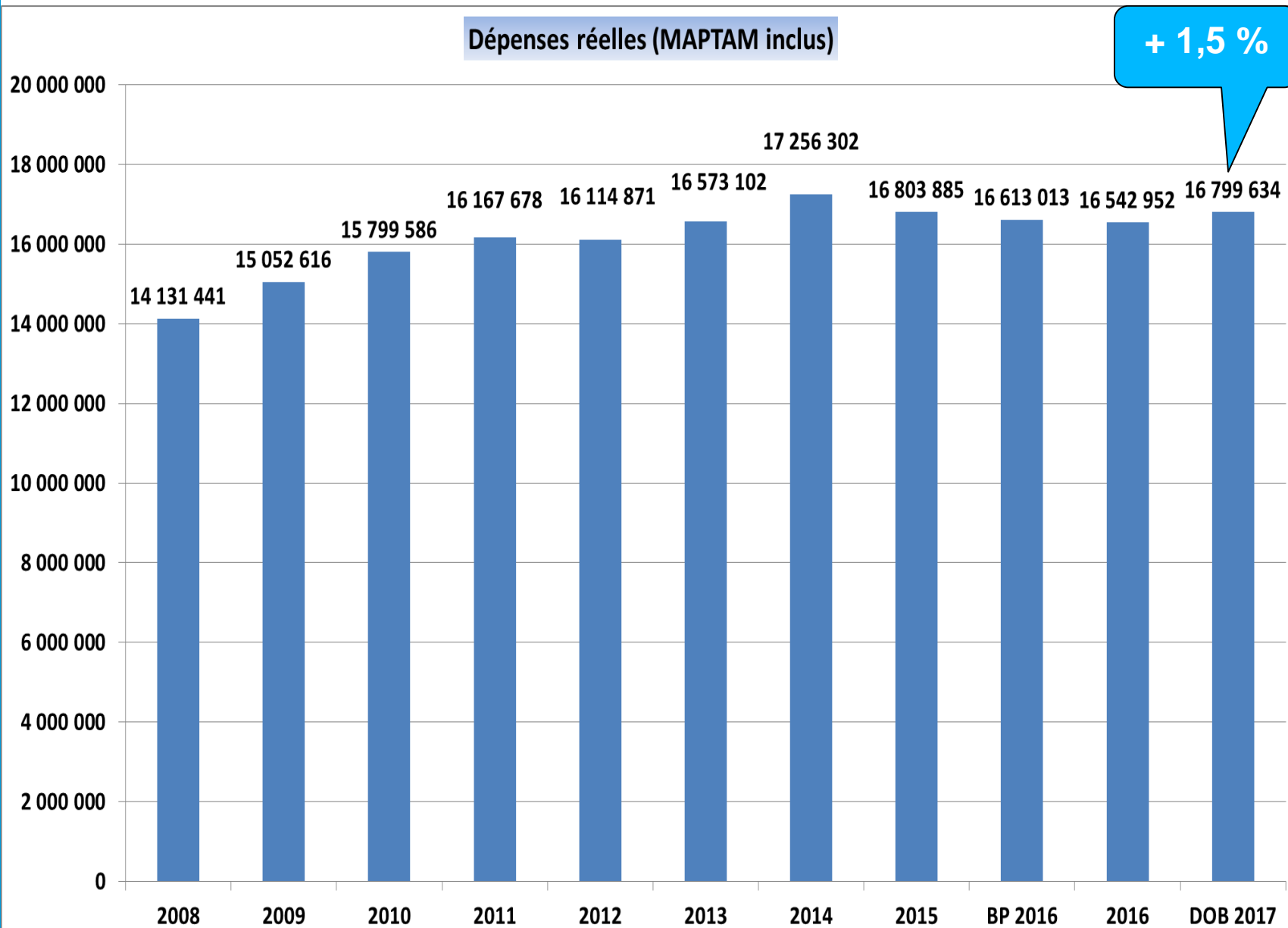
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

b) Dépenses de fonctionnement : charges financières



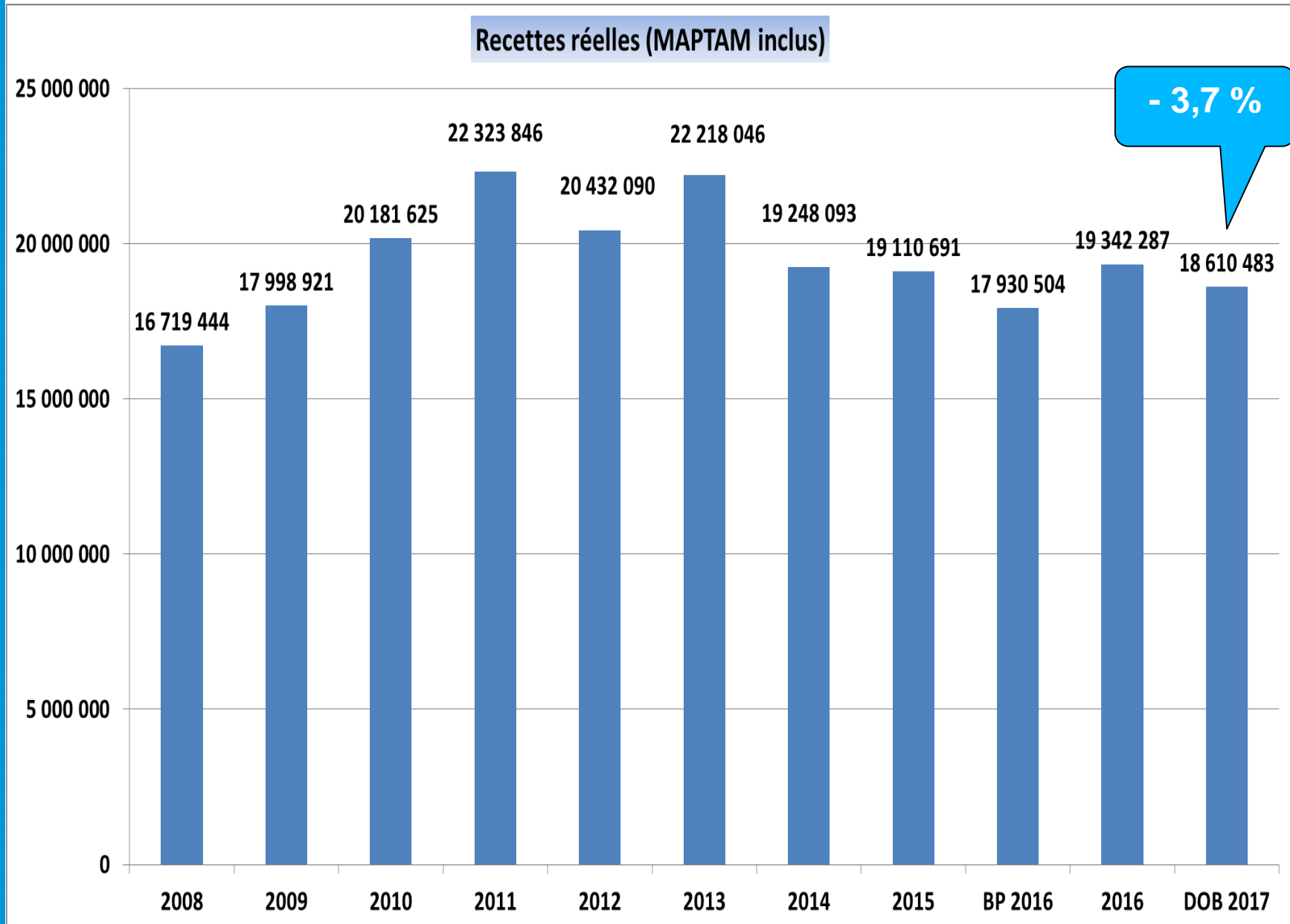
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

c) TOTAL dépenses réelles



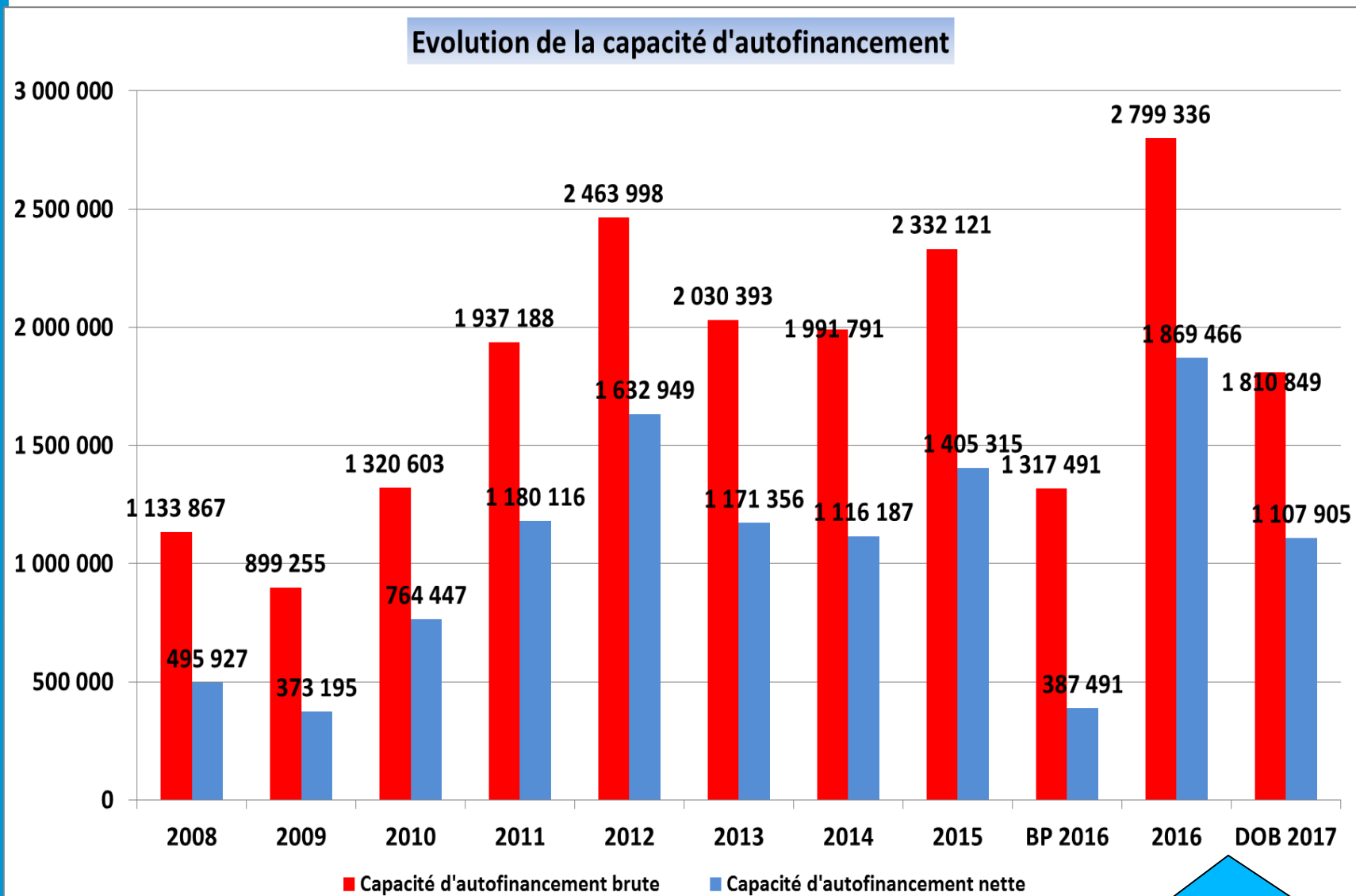
6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

c) TOTAL recettes réelles



6) Budget - Section de fonctionnement – 2008 à 2017

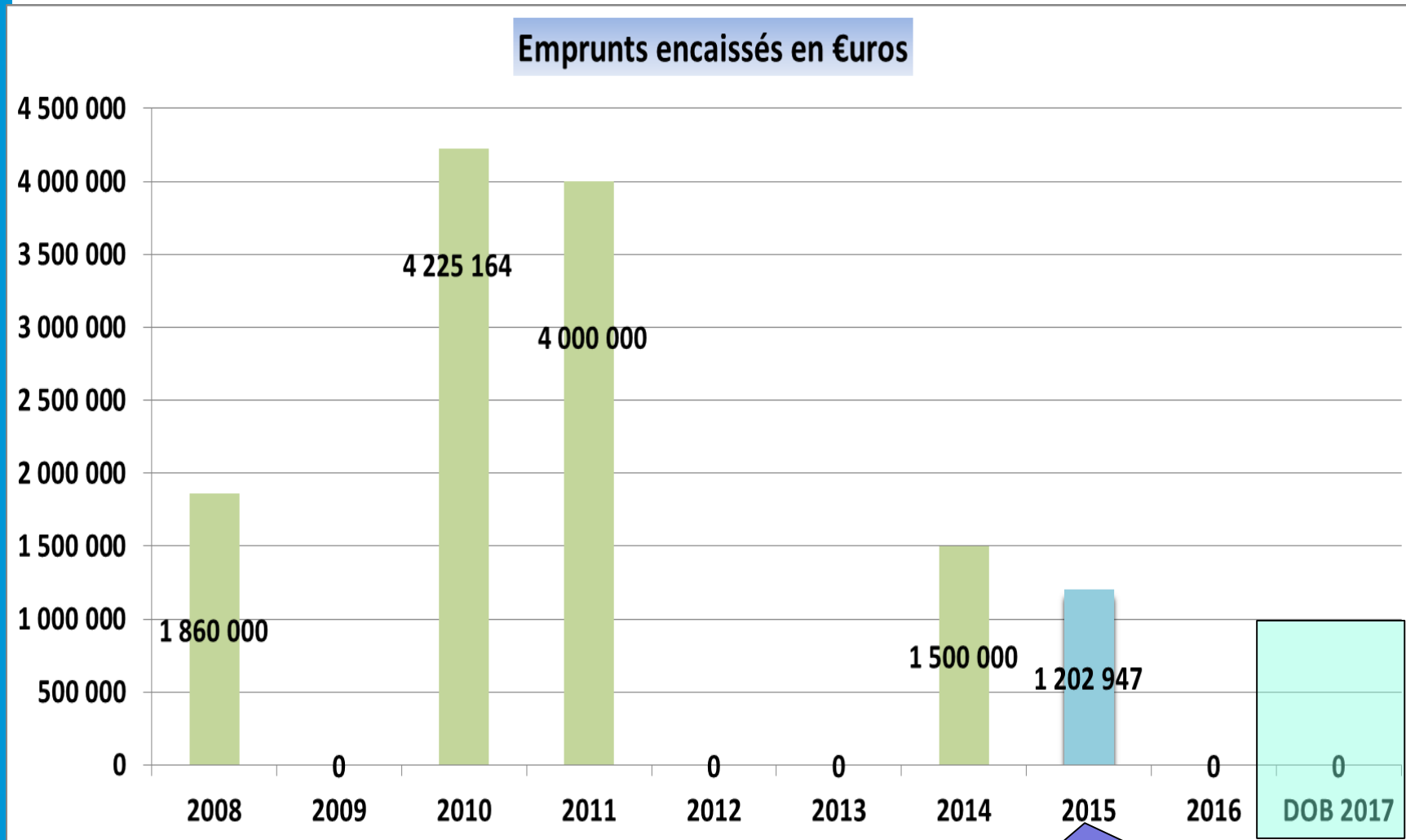
d) Capacité d'autofinancement



CAF Nette 2016 et 2017 : hors remboursement
avance de trésorerie MAPTAM

7) Budget - Section d'investissement – 2008 à 2017

a) Nouveaux emprunts par an : pas de nouvel emprunt en 2017

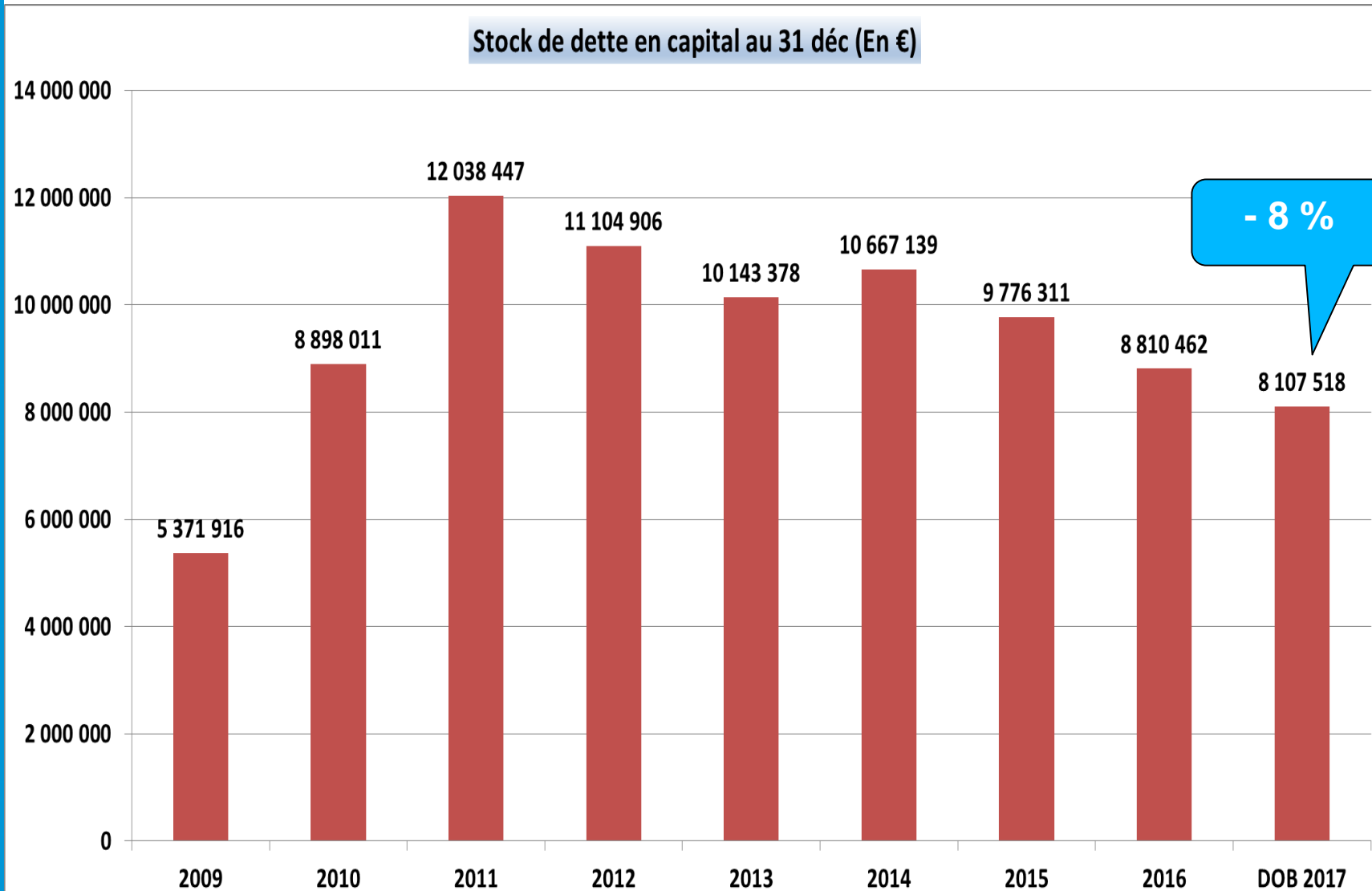


Avance de trésorerie MAPTAM : Taux 0%
Remboursement prévu sur 4 ans (2015-2018) mais
possibilité de remboursement anticipé (600 K€) en 2017 du fait du stock de trésorerie

7) Budget - Section d'investissement – 2008 à 2017

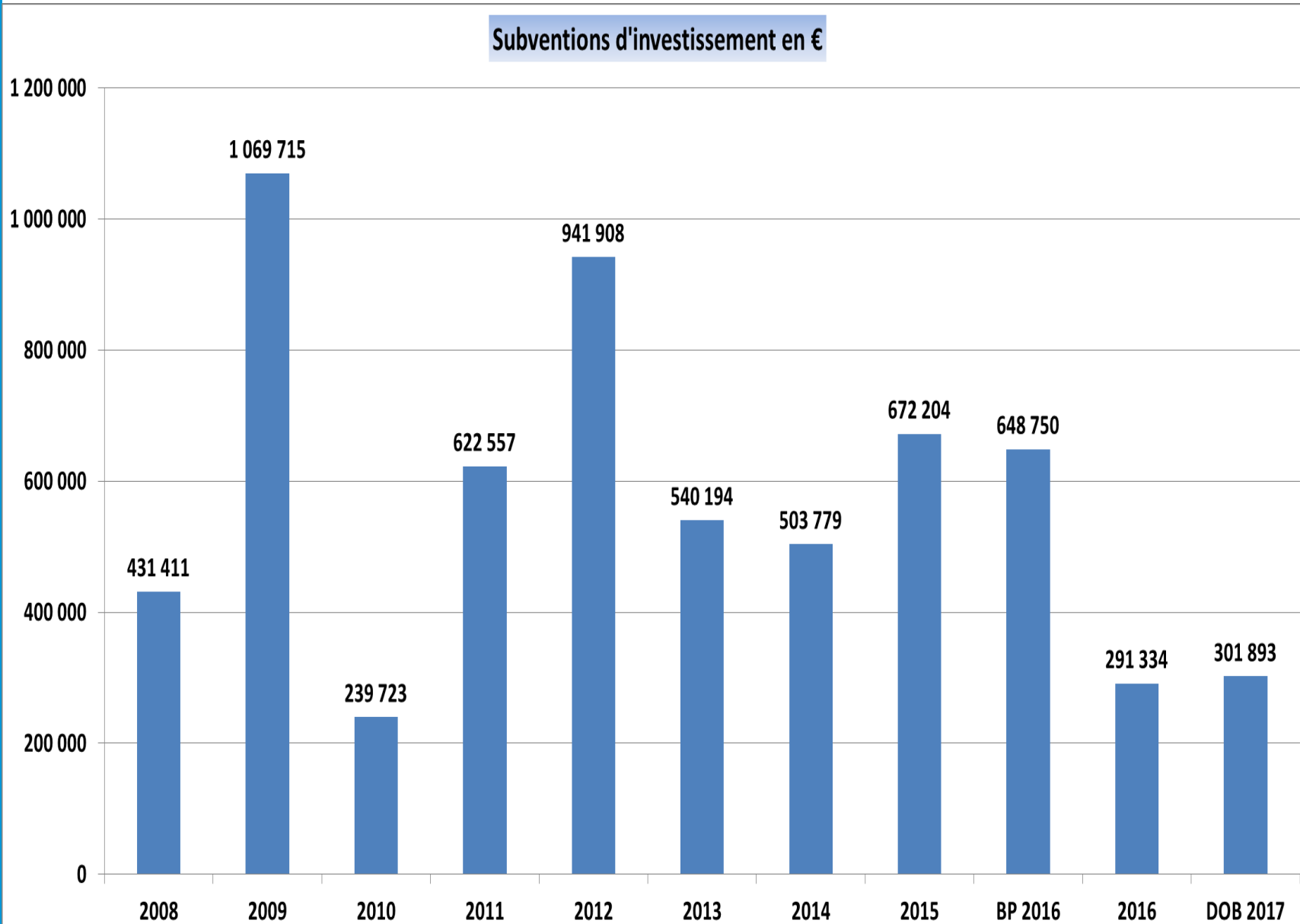
b) Stock de dette (en capital) : baisse en 2017 comme en 2016

- Répartition : Taux fixes : 93,5% / Taux variables : 6,5% / Taux structurés : néant
- Taux moyen de la dette : 3,05 %



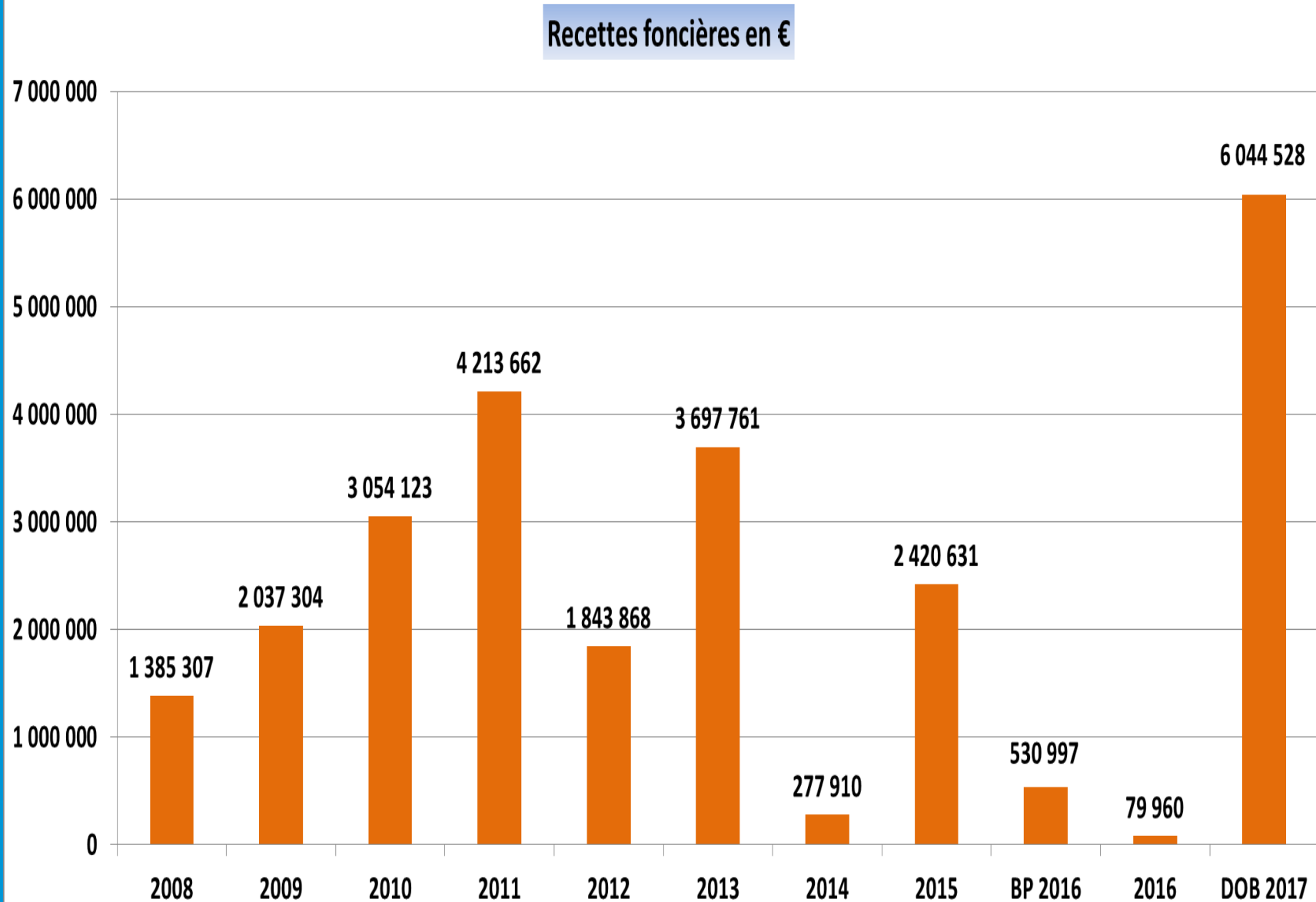
7) Budget - Section d'investissement – 2008 à 2017

c) Recettes de subventions



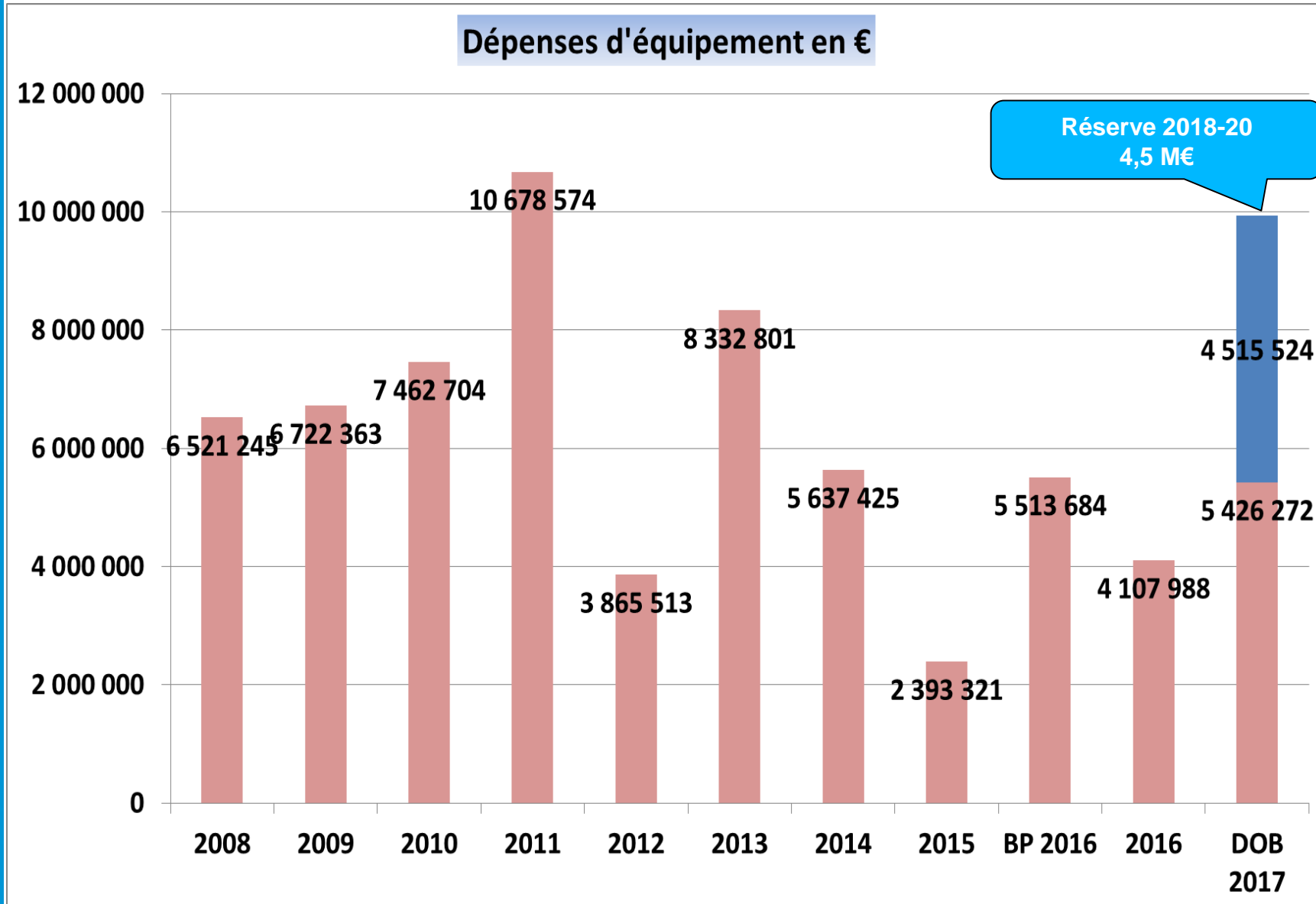
7) Budget - Section d'investissement – 2008 à 2017

d) Recettes foncières (Produits des cessions d'immobilisations) : **année exceptionnelle en 2017**



7) Budget - Section d'investissement – 2008 à 2017

e) Dépenses d'équipements : hausse en 2017



7) Budget - Section d'investissement

f) Dépenses d'équipements prévues en 2017 : **5,4 M€**

dont **2,1 M€** d'opérations structurantes : (voté 2016 hors RAR)

Opération d'équipement	Voté 2016	Réalisé 2016	RAR 2016	DOB 2017	Total DOB 2017
256 Amgt Terrain - -Équipement sportif Bois de la justice				750 000	750 000
274 - Restruct équipt-Réhabilitation Piscine		23 501	28 661	393 600	422 261
879 - Restruct équipt-Eglise	1 026 000	920 156	179 960	65 000	244 960
068 - Nouvel équipt-Système vidéo protection	60 000			182 000	182 000
732 - Ancienne poste-cours de la Vilaine	213 000	40 176	127 530	30 000	157 530
031 - Etudes urbaines	80 000	27 889	39 793	60 000	99 793
276 - Restruct équipt-Espace sportif Beausoleil		864		70 000	70 000
812 - Amgt terrains-Aires de jeux	67 500	64 078	3 307	52 000	55 307
731 - Amgt zones-Viasilva				40 000	40 000
250 - Restruct équipt-Réhabilitation ESB	60 000	611 548	28 194		28 194
275 - Restruct équipt-Couverture tennis	684 900	623 980	21 137		21 137
720 - Urbanisation-Foncier	30 000	16 854	720	20 000	20 720
813 - Amgt terrains-Jardins familiaux		566	375		375
328 - Restruct équipt-Centre culturel		872	162		162
726 - Amgt zones-ZAC des Pierrins	12 797	12 797			
Total	2 234 197	2 343 281	429 840	1 662 600	2 092 440

7) Budget - Section d'investissement

g) Dépenses d'équipements prévues en 2017 : **5,4 M€**





dont **3,3 M€** d'opérations non structurantes : (voté 2016 hors RAR)

Opération d'équipement	Voté 2016	Réalisé 2016	RAR 2016	DOB 2017	Total DOB 2017
900 - Dotation travaux aménagement bâtiments	594 000	389 724	245 267	1 098 000	1 343 267
935 - Dotation modernisation des services	425 571	375 784	106 821	482 245	589 066
Hors opérations	32 860	3 775		141 800	141 800
905 - Dotation de sécurité	136 000	225 009	94 245	115 000	209 245
981 - Dotation économies d'énergie	541 831	178 067	125 662	80 000	205 662
925 - Dotation VRD	69 000	101 774		173 000	173 000
990 - Dotation accessibilité bâtiments	119 000	122 120	31 947	123 000	154 947
936 - Dotation informatique des services	96 910	79 868	55 388	84 420	139 808
059 - Dotation ITC-Gestion électronique de documents			53 093	50 000	103 093
920 - Dotation mobilier urbain	40 700	35 359	30 600	67 800	98 400
910 - Dotation créations d'espaces verts	32 500	40 949	8 373	56 000	64 373
850 - Dotation éclairage public	0	126 861		30 000	30 000
320 - Dotation ITC-Médiathèque renouv. système	0	14 190	28 137	0	28 137
058 - Dotation ITC-Contrôle d'accès				28 100	28 100
940 - Dotation modernisation des écoles	8 290	4 982		10 764	10 764
923 - Dotation ferronnerie	5 000	2 435		5 000	5 000
941 - Dotation informatique des écoles	60 011	57 341		3 810	3 810
924 - Dotation signalisation verticale	3 000	2 829		3 000	3 000
915 - Dotation marquage au sol	2 000	3 640	358	2 000	2 358
64 - Dotation ITC-Remplact système téléphonie	23 500	0		0	0
930 - Dotation réserves foncières	20 000	0		0	0
Total	2 210 173	1 764 707	779 893	2 553 939	3 333 832

8) Prospective 2016-2020 : ratios



D/R	Chapitre	Libellé du Chapitre	CA 2016	DOB 2017	2018	2019	2020
		Fonds de roulement	2 492 598	4 515 725	2 639 391	577 316	0
		Population totale INSEE au 31 déc	17 546	17 934	17 974	18 370	18 950
		Stock de dette au 31 déc	8 810 462	8 107 518	7 361 823	6 595 041	5 806 293
		Recettes réelles de fonctionnement	19 342 287	18 610 484	18 237 058	18 595 553	19 096 842
		Dépenses réelles de fonctionnement	16 542 952	16 760 668	16 812 201	16 938 756	17 081 745
		Capacité d'autofinancement brute	2 799 336	1 849 816	1 424 857	1 656 796	2 015 097
		Ratio de capacité de désendettement	3,1	4,4	5,2	4,0	2,9
		Marge d'autofinancement courant	97,1%	99,0%	97,8%	96,7%	95,3%
		Ratio de rigidité structurelle	0,64	0,66	0,64	0,64	0,63

Ratio de capacité de désendettement (Stock de dette/CAF brute)

	Moins de 6 ans
	De 6 à 12 ans
	De 12 à 15 ans
	Plus de 15 ans



Mesure le nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour se désendetter si elle consacrait l'intégralité de sa CAF au remboursement du stock de dette

Coefficient d'autofinancement (DRF+Capital remboursé)/RRF

	Moins de 100%
	Plus de 100%

Mesure le taux de couverture des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles+le remboursement du capital

Ratio de rigidité structurelle (Chap 012+Chap66+Chap16)/RRF

	Moins de 0,65
	Plus de 0,65

Mesure le taux de couverture des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses de personnel+les annuités de dette

9) Conclusion



Année 2017 : Actions à retenir

Fiscalité locale

- Taux d'imposition communale inchangés
- Revalorisation des bases nominales nationales :
+ 0,4 %

Budget de Fonctionnement

- Hausse contenue et maîtrisée des dépenses
- Baisse limitée (estimation prudente) des Recettes
- Capacité d'autofinancement préservée

Budget d'Investissements

- Poursuite du désendettement (aucun nouvel emprunt)
- Maintien des dépenses d'équipements à un niveau adapté aux besoins

Perspectives 2017 à 2020

- Ventes foncières élevées en 2017: permettent de maintenir un niveau de dépenses d'équipements soutenues jusqu'en 2020

ANNEXES



6) Prospective 2016-2020 : section de fonctionnement

Sect i	D/R	Chapitre	Libellé du Chapitre	CA 2016	DOB 2017	2018	2019	2020
F	R	70	Produits des services du domaine et ventes divers	3 909 840	3 768 510	3 825 038	3 882 413	3 940 649
F	R	70	Produits des services du domaine et ventes divers	417 688	79 500			
F	R	70	Produits des services du domaine et ventes divers	242 282				
F	R	72	Travaux en régie					
F	R	73	Impôts et taxes	12 333 093	12 517 465	12 284 279	12 556 817	12 958 704
F	R	74	Dotations et participations	1 849 358	1 847 888	1 767 642	1 796 222	1 837 389
F	R	75	Autres produits de gestion courante	395 698	291 100	254 100	254 100	254 100
F	R	76	Produits financiers	20	20			
F	R	77	Produits exceptionnels	151 838	183 637	40 000	40 000	40 000
F	R	O13	Atténuation de charges	112 250	106 000	106 000	106 000	106 000
F	R	O42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	518 918	454 500	454 500	454 500	454 500
F	R	OO2	Résultat de fonctionnement reporté	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000
F	R	OO2	Résultat de fonctionnement reporté MAPTAM					
F	R	Total Recettes		20 430 987	19 748 621	19 231 558	19 590 053	20 091 342
F								
F	D	011	Charges à caractère général	4 567 708	4 458 982	4 481 277	4 503 683	4 593 757
F	D	011	Charges à caractère général MAPTAM					
F	D	012	Charges de personnel et frais assimilés	10 771 972	10 900 000	11 009 000	11 119 090	11 230 281
F	D	65	Autres charges de gestion courante	1 182 860	1 248 877	1 267 610	1 286 624	1 308 497
F	D	67	Charges exceptionnelles	114 474	119 840	121 038	122 249	123 471
F	D	67	Charges exceptionnelles MAPTAM					
F	D	68	Dotations aux provisions	0	40 000	10 000	10 000	10 000
F	D	66	Charges financières	306 971	282 969	283 276	257 110	230 239
F	D	O14	Atténuation de produits					
F	D	O22	Dépenses imprévues		150 000	50 000	50 000	50 000
F	D	O23	Virement à la section d'investissement					
F	D	O42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 073 931	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000
F	D	Total Dépenses		18 017 916	18 800 668	18 822 201	18 948 756	19 146 245
F								
F		Résultat de fonctionnement		2 413 070	947 953	409 357	641 296	945 097

6) Prospective 2016-2020 : section d'investissement

Sect	D/R	Chapitre	Libellé du Chapitre	CA 2016	DOB 2017	2018	2019	2020
	R	10	Dotations, fonds divers et réserves	2 945 077	2 653 134	1 296 433	547 268	779 207
	R	10222	FCTVA	399 700	700 000	848 480	637 911	637 911
	R	10223	Taxe d'aménagement	257 606				
	R	10251	Dons et legs en capital		40 064			
	R	1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 826 191	1 913 070	447 953	-90 643	141 296
	R	13	Subventions d'investissement	291 334	301 893	800 000	800 000	493 019
	R	16	Emprunts et dettes assimilées	895	740	0	0	0
	R	21	Immobilisations corporelles					
	R	23	Immobilisations en cours (Recettes SPLA)					
	R	27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
	R	45	Opération sous mandat	2 929 827	176 249			
	R	458-2-011	Recettes de fonctionnement					
	R	458-2-012	Recettes de personnel					
	R	458-2-21	Recettes d'investissement	2 929 827	176 249			
	R	O24	Produits des cessions d'immobilisations	0	6 044 528	186 024	0	0
	R	O40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 073 931	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000
	R	O41	Opérations patrimoniales	494 455				
	R		Total Recettes	7 735 519	10 776 544	3 882 457	2 947 268	2 872 226
	D	10	Dotations, fonds divers et réserves	42 876	870			25 001
	D	13	Subventions d'investissement					
	D	16	Emprunts et dettes assimilées	1 231 672	1 306 658	745 695	766 782	788 748
	D	20	Immobilisations incorporelles					
	D	21	Immobilisations corporelles					
	D	23	Immobilisations en cours	4 107 988	5 426 272	4 000 000	4 000 000	2 465 095
	D		Crédits nouveaux hors Viasilva	4 107 988	4 216 539	4 000 000	4 000 000	870 095
	D		Restes à réaliser N-1		1 209 733			
	D		Sous total secteur Pierrins +VSO	0	0	0	0	1 595 000
	D	26	Participations et créances rattachées	0	0	0	0	0
	D	45	Opération sous mandat	2 755 007	0			
	D	458-1-011	Dépenses de fonctionnement		0			
	D	458-1-012	Dépenses de personnel		0			
	D	458-1-21	Dépenses d'investissement	2 755 007				
	D	204	Subventions d'équipement versées					
	D	O20	Dépenses imprévues (Investissement)		100 000	20 000	20 000	20 000
	D	O40	Opérations d'ordre de transfert entre sections	518 918	454 500	454 500	454 500	454 500
	D	OO1	Résultat d'investissement reporté	-1 494 925	-79 528	-3 567 772	-2 230 034	63 980
	D	O41	Opérations patrimoniales	494 455	0	0	0	0
	D		Total Dépenses	7 655 991	7 208 772	1 652 423	3 011 248	3 817 323
					45			
			Solde d'investissement	79 528	3 567 772	2 230 034	-63 980	-945 097

1. Structuration des effectifs de la Ville au 01/01/2017 :

- **286* postes créés au tableau des effectifs répartis de la manière suivante :**
 - **233 postes créés à temps complet,**
 - **53 postes créés à temps non complet (dont 39 sont supérieurs ou égal à un mi-temps)**
- **12 agents de droit privé (dont un contrat a pris fin au 05/01/2017).**

Nb. 293 postes au tableau des effectifs au 01/01/2016

****Au 1^{er} janvier 2017, 4 postes sont vacants au tableau des effectifs (en attente de recrutement ou disponibilité) et un poste correspond à un détachement sur emploi fonctionnel (postes non comptabilisés ci-dessus).***

2. Répartition des dépenses de personnel :

- **Chapitre 012 : 10 900 000 € au DOB 2017 répartis de la manière suivante :**
 - **92,4% : rémunération des agents sur postes permanents (titulaires ou contractuels sur postes créés au tableau des effectifs),**
 - **4,8% : rémunération des agents non permanents (remplaçants maladie, vacances scolaires, vacataires...),**
 - **1,4% agents de droit privé,**
 - **1,4% autres éléments du chapitre 012 (dont visites médicales, CNAS, mise à disposition...)**

Nb. 10 771 972€ réalisé en 2016

Avantages en nature : concernent exclusivement les repas du personnel qui travaillent en journée continue avec moins de 45 minutes de pause pour déjeuner et qui doivent rester sur leur lieu de travail (services périscolaire, nettoyage, restauration, écoles) : 30 agents ont été concernés en 2016 pour un montant payé par la Ville de 1 803€ TCC en 2016. Au DOB 2017, 2 000€ TCC sont prévus.

- **Chapitre 011 : 116 270 € au DOB 2017 (90 739€ réalisés en 2016) dont :**
 - **Formation : 34 000€ au DOB 2017 (30 923€ réalisés en 2016),**
 - **Frais de missions des agents : 11 400€ au DOB 2017 (11 156 € réalisés en 2016),**
 - **Locations immobilières (gîtes) : 22 520€ au DOB 2017 (22 820€ réalisés en 2016).**

Agents fonctionnaires au 01/01/2017

Catégorie	Filière	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Nombre TNC
A	Médico-sociale	1	1	0
	Administratif	17	17	0
	Technique	1	1	0
	Culturelle	3	1,9	0
	Sportive	1	1	0
	Total catégorie A	23	21,9	0
B	Médico-sociale	5	4,8	0
	Administratif	13	12,6	0
	Technique	8	7,8	0
	Animation	1	1	0
	Culturelle	18,92	16,99	16
	Police	2	2	0
	Sportive	18	16,8	0
	Total catégorie B	65,92	61,99	16
C	Médico-sociale	22,21	18,61	4
	Administratif	29,82	26,23	4
	Technique	87,3	82,7	12
	Animation	19,27	18,47	7
	Culturelle	2	2	0
	Police	7	6,5	0
	Sportive	1	1	0
	Total catégorie C	168,6	155,51	27
Total général		257,52	239,4	43

Les effectifs budgétaires correspondent au nombre d'agents de la collectivité en activité, disponibilité, détachement... au 01/01/2017, calculé selon la quotité maximale de leur poste (telle que votée au tableau des effectifs : les temps partiels ne sont pas décomptés).

Les effectifs pourvus correspondent au nombre d'agents en activité au 01/01/2017, calculé selon la quotité de temps de travail réelle (les temps partiels sont décomptés).

Agents contractuels au 01/01/2017

Filière	Catégorie	Motif de recrutement	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Nombre TNC
Médico-sociale	A	Recrut.Horaire à l'année	1	1	0
Administratif	A	Vac Temporaire Emploi	1	1	0
	B	Vac Temporaire Emploi	2	2	0
	C	Vac Temporaire Emploi	2	2	0
Technique	B	Vac Temporaire Emploi	3	3	0
	C	Remplacement Disponibilité	1	1	0
	C	Vac Temporaire Emploi	1,58	1,58	1
Animation	C	Vac Temporaire Emploi	3,19	3,19	2
	C	Accr. Temp. d'Activité	1	1	0
	C	Accr. Temp. d'Activité Animateur	1	1	0
Culturelle	B	Vac Temporaire Emploi	2,87	2,87	9
Sportive	B	Vac Temporaire Emploi	4	4	0
Total général			23,64	23,64	12